



Les recettes de viennoiseries, brioches, pâtisseries, gâteaux, tartes et desserts ont fait l'objet d'un vif intérêt durant la pandémie. (LOHFINK/PLAINPICTURE.COM)

Les internautes confinés ont surtout googlé des mets sucrés

COVID-19 Durant les différents confinements survenus dans le monde lors de la première vague épidémique, des scientifiques ont établi que l'appétit des internautes avait explosé pour les requêtes portées sur les aliments sucrés et réconfortants

FABIEN GOUBET
@fabiengoubet

Outre le papier-toilette, le confinement a révélé notre penchant pour le pétrin. Si ce n'est vous, alors c'est votre voisin ou l'un de vos collègues qui s'est mis à faire son pain lors de la première vague de Covid-19. Ou du moins a-t-il recherché sur internet comment pétrir des miches, cuire tartes et gâteaux, ou dresser des entremets. Au diable les cinq fruits et légumes!

Tel est en substance le constat dressé par l'équipe de Kristina Gligoric de l'École polytechnique fédérale de Lausanne, dont les résultats sont parus le 28 février dans la revue *Nature Communications*. D'après ces derniers, les centres d'intérêt des populations confinées au printemps 2020 ont rapidement changé, et de manière spectaculaire, pour se focaliser sur des aliments, sucrés de préférence.

Pour parvenir à cette affirmation, cette équipe a utilisé les données de Google Trends, un outil de la firme californienne renseignant sur les tendances générales des requêtes effectuées sur le moteur de recherche le plus utilisé dans le monde. Les requêtes ne sont pas connues au niveau individuel, seuls les éléments qui ont fait l'objet d'un pic de trafic important étant rapportés de manière générale.

Noël et Thanksgiving éclipsés

Les tendances ont été analysées dans 12 pays, dont la France, les États-Unis, le Brésil, l'Inde ou encore le Danemark, sélectionnés afin de garantir une bonne diversité géographique et culturelle, ainsi qu'une variété dans la longueur et la sévérité des mesures de confinement. Pour plus de facilité, les auteurs expliquent avoir classé 1432 entités dans 28 grandes catégories (pâtisseries, bœuf, sauces, fromages, alcools...) et ont ensuite comparé les tendances entre 2019 et 2020.

Ils ont d'abord constaté qu'avant l'épidémie, Google connaissait habituellement une vague de requêtes concernant l'alimentation au sens large (recettes, restaurants, informations, etc.) en décembre – période de fêtes durant lesquelles il est établi que

les humains ont tendance à manger plus que de raison. Le pic de décembre 2019 est cependant ridiculisé en importance et en durée par celui survenu en mars et avril 2020, en pleine première vague. Le regain d'intérêt pour la nourriture observé sur le premier semestre de 2020 a été en moyenne 13,5 fois supérieur à celui observé durant la semaine de Noël 2019.

Les auteurs relèvent par ailleurs qu'en 2020, les pics de requêtes visant à faire bombance ont coïncidé avec l'effondrement de la mobilité liée aux confinements, ce qui renforce la corrélation entre les deux phénomènes. C'est au Danemark, pays ayant instauré les restrictions les moins sévères du panel, que les recherches liées aux aliments ont d'ailleurs le moins bondi en 2020. Autre élément mis en évidence, les internautes ont formulé des demandes axées sur comment faire ripaille chez soi (recettes, livraison à domicile...), plutôt qu'en dehors (restaurants, festivals...).

Peu d'intérêt pour l'alcool

Les chercheurs se sont ensuite penchés sur la nature des aliments recherchés. Si l'intérêt global a crû à peu près partout, certaines catégories ont connu un bond plus spectaculaire, en particulier celles qui regroupent les aliments les plus caloriques, les plus transformés et généralement basés sur les glucides: viennoiseries, brioches, pâtisseries, gâteaux, tartes et desserts. Les plus intéressés? L'Espagne, la France et le Canada, avec des augmentations d'intérêt pour ces produits pouvant atteindre 200% comparé à 2019.

Dans le même temps, les autres catégories plus saines ont moins progressé. De manière plus surprenante, les alcools n'ont connu qu'un intérêt somme toute limité, alors que le monde découvrait les «apéros Skype». «C'est un résultat inattendu, confirme un des auteurs, l'épidémiologiste Arnaud Chiolero, directeur du Laboratoire de santé des populations de l'Université de Fribourg. Notre étude ne dit pas pourquoi, une hypothèse envisagée est que ce sont des produits que l'on se procure moins fréquemment sur internet.» Pour finir, le scientifique et son équipe signalent que ces booms dans l'intérêt pour les sucreries ont persisté plusieurs mois après les confinements, sans rebond lors des vagues épidémiques qui ont suivi.

«Etant donné que Noël et Thanksgiving [fin novembre, ndlr] sont des périodes connues pour perturber les

comportements alimentaires, il serait intéressant de mieux comprendre les effets du confinement, qui suscite des modifications comparables quant à l'attention portée aux aliments», commente Kristina Gligoric.

«Ces résultats, qui sont cohérents avec d'autres études s'intéressant à ces phénomènes, donnent un aperçu de l'ampleur des changements de comportements potentiellement liés aux mesures exceptionnelles que sont les confinements», résume Arnaud Chiolero.

Ils confirment, au moins en partie, ce que les médecins constatent de nos jours: stress, anxiété et enfermement sont les ingrédients parfaits pour manger davantage, parfois trop, trop mal. Selon une étude de l'Université de Saint-Gall publiée en août 2021, les Suisses ont pris en moyenne 3,3 kilos depuis le début de la pandémie.

Ce type de méthodologie illustre l'apport inédit du numérique en épidémiologie de santé publique

Du reste, cette étude ne livre pas une description complète des changements alimentaires engendrés par le confinement: aucun lien ne peut être établi entre les recherches sur internet et ce qu'on avale effectivement. Le poids des personnes est inconnu, tout comme la portion ingérée... lorsque celle-ci existe: articles, recettes et photos sont également consultés pour le plaisir des yeux. Les algorithmes de recherche et de présentation des résultats de Google constituent enfin une boîte noire aux antipodes d'un questionnaire de santé standardisé.

Ce type de méthodologie illustre néanmoins l'apport inédit du numérique en épidémiologie de santé publique. «Beaucoup de travaux adoptent aujourd'hui ces outils digitaux qui viennent compléter, et non remplacer, les études épidémiologiques menées sur le terrain. Il reste encore du travail pour affiner les signaux mesurés et comprendre comment ils peuvent être utilisés comme des indicateurs de santé publique», entretient Arnaud Chiolero. ■

«Il faut former plus d'experts santé-climat»

TEMPÉRATURES Un volet du rapport du GIEC publié mardi souligne l'ampleur des effets du réchauffement sur la santé et le bien-être. Coauteur de ce chapitre, Guéladio Cissé défend l'idée d'une aide accrue en faveur des pays défavorisés

PROPOS RECUEILLIS PAR DENIS DELBECQ
@effetsdeterre



Chercheur à l'Université de Bâle et à l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH), Guéladio Cissé explique l'importance d'agir rapidement sur les impacts sanitaires du réchauffement.

Pourquoi la santé était-elle un parent pauvre des études du GIEC, avant que ce rapport lui consacre un chapitre? Il y a encore une dizaine d'années, on rencontrait peu d'experts du domaine sanitaire dans les conventions sur le climat, mais c'est fort heureusement en train de changer. Certains effets du réchauffement sont très visibles, comme la disparition de la banquise, le retrait des glaciers, les sécheresses... Beaucoup d'efforts de recherche ont logiquement porté sur ces impacts. L'effet du réchauffement sur la santé est beaucoup plus lent, presque imperceptible. C'est pour cela que dans beaucoup de pays africains, pourtant très affectés par l'évolution climatique, des dirigeants pensent encore qu'il n'y a pas de lien avec la situation sanitaire.

Pour quelle raison? Beaucoup de pays pouvaient penser que ces effets ne sont pas si graves et que la résilience de leurs systèmes de santé, des hôpitaux, serait suffisante pour contrer l'impact sanitaire du réchauffement. Mais ils se trompent. Les études scientifiques démontrent qu'aucune région du monde n'est épargnée, pas même les pays les plus développés. Pourtant, trop peu d'États ont à ce jour défini un plan national d'adaptation de leur système sanitaire. C'est pour cela que nous avons mis un accent particulier sur la santé au sens large du terme, ce qui inclut le bien-être et la santé mentale. Pour faire comprendre l'urgence qu'il y a à planifier et engager l'adaptation sans tarder.

De nombreuses maladies émergent, dont la plupart sont des zoonoses, liées à la rencontre entre les humains et la vie sauvage. Le réchauffement engendre-t-il un risque supplémentaire? Nous avons brièvement évoqué la question du Covid-19, en nous appuyant sur la littérature scientifique publiée avant août

«Certains effets du réchauffement sont très visibles. Son impact sur la santé est beaucoup plus lent, presque imperceptible»

GUÉLADIO CISSÉ, CHERCHEUR À L'INSTITUT TROPICAL ET DE SANTÉ PUBLIQUE SUISSE

2021. D'une manière générale, beaucoup de risques sanitaires nouveaux comme Ebola, la dengue,

le Zika et d'autres maladies, sont liés aux interactions entre les humains et les écosystèmes. Le réchauffement clima-

tique – et la dégradation des espaces naturels – renforce ces interactions en poussant des populations à pénétrer plus profondément dans les forêts. Plus il y aura d'interactions entre humains et écosystèmes sauvages, et plus le risque sanitaire augmentera.

Les politiques d'adaptation peuvent être onéreuses, et de nombreux pays n'ont pas les moyens de les financer. Comment les aider?

Aujourd'hui, les différents fonds créés pour aider les pays du Sud ne consacrent qu'une part infime de ces ressources aux questions de santé. Sans doute parce qu'il n'y a pas assez d'experts sur la relation santé-climat dans les comités qui évaluent les projets et dans les pays qui les soumettent. Il faut former des experts santé-climat dans les pays en développement. De plus, ces fonds sont souvent attribués à de grosses équipes dotées d'outils et de compétences multiples, par exemple en Inde ou en Afrique du Sud. D'autres pays moins dotés, comme la Gambie ou la Sierra Leone, parviennent difficilement à faire aboutir de tels projets et des actions sur le terrain. Or c'est souvent dans les pays qui manquent cruellement de moyens que ces actions sont les plus importantes. ■

MAIS ENCORE

Le lancement de la mission ExoMars compromis

Le coup d'envoi de la mission spatiale russo-européenne ExoMars en septembre 2022 est rendu «très improbable» par les sanctions de l'Union européenne à l'encontre de la Russie après son invasion de l'Ukraine, a annoncé l'Agence spatiale européenne (ESA). Ce programme spatial de forage du sol martien, initialement prévu pour 2020, avait déjà dû être reporté en raison de la pandémie de Covid-19 et de difficultés techniques. (ATS)

EN BREF

Les aérosols dans l'Arctique à la loupe

Des scientifiques de l'EPFL et de l'Institut Paul Scherrer (PSI) ont analysé la composition chimique et l'origine, humaine ou naturelle, des aérosols présents dans l'Arctique. Ce travail devrait permettre de mieux comprendre l'évolution du climat. Ces particules, générées naturellement (volcans, forêts, océans) ou par des activités humaines (combustion, industrie), peuvent en effet contribuer à faire baisser la température en réfléchissant le rayonnement solaire vers l'espace, ou réchauffer l'atmosphère en absorbant le rayonnement solaire. Les équipes de recherche ont notamment constaté qu'en hiver, la présence d'aérosols d'origine humaine domine. Par contre, en été, ce sont les aérosols organiques d'origine naturelle qui sont majoritaires. «En sachant quelles particules sont présentes dans quelles régions, à quelle période de l'année, leur source et leur composition, nous pourrions mieux comprendre l'évolution du climat et prendre des mesures pour lutter contre la pollution», a indiqué Julia Schmale, codirectrice de l'étude. ATS